

DIRECTEUR-PROPRIÉTAIRE.
N. BORDEANO.

ABONNEMENTS:

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
Péra.....	50 francs	26 francs	14 francs
Provinces.....	65 »	34 »	—
Étranger.....	80 »	42 »	—

Toute demande d'abonnement qui n'est pas accompagnée d'un mandat de poste ou d'une valeur à vue sur Constantinople est considérée comme nulle.

Un numéro 60 Paras.

LA TURQUIE

JOURNAL POLITIQUE, COMMERCIAL, INDUSTRIEL & FINANCIER.

Abonnements et annonces : à Péra, dans les bureaux de LA TURQUIE, rue Kutchuk-Hendek, 29, près la Tour de Galata.

A SMYRNE, chez M. Caridi ; à PARIS, chez MM. Havas, Lafitte et C^e, 8, Place de la Bourse ; à ROMÉ, chez les principaux libraires ; à MILAN, chez MM. Manzoni et C^e, via Della Sala. — Les annonces et abonnements pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse, sont exclusivement reçus chez MM. Rottler et C^e, à Vienne, I Riemergasse, 13. — Les annonces pour l'Angleterre sont exclusivement reçues à LONDRES, chez M. E. Micoud, 139-140 Fleet Street.

ADMINISTRATEUR:
ANDRÉ ZEPPE.

INSERTIONS:

Annonces 4 ^{me} page.....	3 piastres la ligne
Annonces 3 ^{me} page.....	6 » la »
Insertions, corps du journal.....	15 » la »
La Livre Turque à p. 400.	—

Les abonnements partent du 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre, et se payent d'avance.
Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.

Un numéro 60 Paras.

TELEGRAMMES.

AGENCE BORDEANO ET C^e

Autriche-Hongrie.

Vienne, 20 février, soir.
Obligations Rouméliennes..... fr. 17.25
Pièce de 20 francs..... » 9.86
Agió..... » 113.50
Change sur Londres..... » 123.70
A la Bourse affaires limitées.

En attendant que le gouvernement présente une nouvelle loi complète sur le mariage, la Chambre a voté l'ordre du jour pur et simple sur la question de modifications à introduire dans le code relativement au mariage.

A la Chambre des députés, le ministère a demandé l'autorisation d'emprunter, sans intérêt, à l'Etat les sommes nécessaires pour aider les communes dans des travaux urgents.

La frégate cuirassée *Salamander* est partie pour Smyrne.

France.

Paris, 20 février.
5^{me}, ottoman..... fr. 11.90
Obligations Rouméliennes..... » 35.25
Cours peu animés.

Espagne.

Barcelone, 20 février.
Une conspiration Zorilliste vient d'être découverte.

BOURSE DE GALATA

10 heures

Ouverture..... P 13.07
En ce moment..... » 13.04
Obligations Rouméliennes..... fr. 35.—
Papier-monnaie—L. T. 100 P 154.—

OBSERVATOIRE IMPÉRIAL METÉOROLOGIQUE.

TEMPS MOYEN DE CONSTANTINOPLE.

	21 février 1877.
Lever du soleil.....	6 h. 48 m.
Coucher.....	5 » 40
Temps moyen à midi apparent.....	42 » 43 51
H à la turque à midi moyen.....	6 » 43
8 heures du matin.....	754.8
Baromètre.....	6.0
Thermomètre.....	4.5
Minima.....	8.8
Maxima de la veille.....	8.8
Direction et force du vent NE. faible.	

NOUVELLES DU JOUR.

Les négociations de paix avec les délégués serbes ont commencé hier dans le conak de Safvet pacha, ministre des affaires étrangères.

Alexandre effendi Carathéodory, sous-secrétaire d'Etat du ministère des affaires étrangères, assistait à la conférence. Tout fait espérer une issue favorable.

Nous croyons savoir que S. M. le Sultan a adressé, hier, un télégramme de félicitations au Shah Nasr-Eddin, à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de Sa Majesté Persane.

Lehbi effendi, 2^{me} secrétaire du Sultan et Munir bey, drogman du Divan impérial, sont allés hier, vers midi, à la

Légation de Perse pour transmettre à Mohsin Khen les félicitations de S. M. le Sultan et de la Sublime Porte, à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de S. M. le Shah de Perse.

M. Jocelyn, chargé d'affaires d'Angleterre, et M. Néldof, chargé d'affaires de Russie, ont eu, hier, une entrevue avec le Grand-Vézir, à la Sublime Porte, et ensuite ils sont allés chez le ministre des affaires étrangères dans le conak de Son Excellence.

Des télégrammes reçus à la Sublime Porte annoncent l'arrivée à Roustchouk de S. Exc. Sadyk pacha, gouverneur général du Danube.

Le Grand-Vézir a demandé par circulaire télégraphique aux gouverneurs généraux de la province une liste des sous-gouverneurs (ceimkams) qui sont placés sous leur juridiction. Cette liste doit contenir la date d'entrée au service de chacun d'eux, des notes sur leur conduite, et donner enfin des renseignements sur leur culture intellectuelle.

Basé sur ces indications le Grand-Vézir dressera un registre de sous-gouverneurs qui, dorénavant, seront choisis et nommés, en conformité du dernier hatt impérial, par une commission ad hoc qui sera présidée par Khourchid pacha, mustéchar du Grand-Vézir.

S. A. le Grand-Vézir, Edhem pacha, s'est rendu, dimanche dernier, à la Légation persane et a fait visite à S. Exc. Mirza Mohsin Khen.

Le ministère des finances a adressé une lettre circulaire aux vilayets contenant tous les détails voulus pour discerner les faux *caimés* qui pourraient se trouver en circulation.

En dehors de cette mesure, le gouvernement a envoyé de Constantinople des fonctionnaires spéciaux en province, avec la mission de parcourir les principaux centres de commerce pour contrôler l'authenticité du papier-monnaie en circulation.

Nous trouvons dans les journaux turcs de ce matin la communication suivante:

Un règlement a été élaboré et publié définissant le mode de formation dans l'empire de l'armée auxiliaire qui sera composée de toutes les classes de la population ottomane. Pour présider à l'organisation de cette armée il a été formé au Séraskérat, en vertu d'un irrade impérial, une commission spéciale.

Par conséquent, ceux des habitants de Constantinople qui désirent faire partie de l'armée auxiliaire doivent s'adresser directement à la susdite commission pour faire inscrire leur nom. Ceux qui, dans l'intention de se faire nommer officiers, d'après les dispositions du règlement, commencent à enrôler des volontaires, sont tenus de se présenter, avant tout, à la commission pour se faire inscrire et obtenir l'autorisation légale pour procéder à l'enrôlement. Il est expressément défendu d'enrôler des volontaires et de se réunir à cet effet sur les places publiques sans une autorisation préalable. Les contrevenants seront tenus responsables envers l'autorité.

Le gouvernement de S. M. le roi des Hellènes a envoyé la Croix d'or de l'or-

dre royal du Saint-Sauveur à Mgr Mathé, métropolitain grec de Monastir.

Il a été décidé que les diverses localités qui servent de campements aux armées d'Erzeroum et de Batoum seront reliées par un fil télégraphique avec le quartier général. Ces localités sont Kiupru-keui, Toprak-kale, Kara-Klissia, Diyadin, Harachan, Kulnap, Bardiss, Pinek, Ordoudja, Livana, Bayezid et Erdebah.

Des mesures ont été prises aussi afin que les lignes télégraphiques du Danube soient maintenues constamment en bon état. Afin que les transmissions n'aient point à souffrir, l'administration des télégraphes a été requise d'augmenter le personnel des stations de Roustchouk, de Choumla, de Varna, de Silistria, de Widdin, de Toulcha, de Bahadag, de Matchin, de Médjidia, de Ilorchova et de Rahova.

Des télégrammes arrivés au ministère de l'intérieur portent que les élections sont terminées dans les vilayets d'Alep, de Brousse, de Bosnie et dans les départements de Castamouni et de Harpout. Les députés élus sont déjà en route et arriveront dans la capitale avant le 1^{er}/13 mars.

En dehors des achats de chevaux, opérés pendant ces derniers temps par les autorités du vilayet du Danube, les habitants de cette province ont offert aussi 1644 chevaux propres en service de la cavalerie et de l'artillerie.

On mande de Salonique que le gouverneur-général, Eschref pacha, accompagné du mektoubji du vilayet, est parti pour Monastir afin d'organiser l'administration de ce district qui vient d'être annexé au vilayet de Salonique.

Durant l'absence d'Eschref pacha, c'est le Naib de Salonique qui gèrera par intérim les affaires du vilayet.

Les élections du vilayet d'Alep sont terminées. Voici les noms des députés élus à la majorité des voix: Husni effendi Bakî-Zadé, Nefi effendi Giabri-Zadé, Said effendi Maraschli et Manouk effendi Karagias (chrétien).

Dans la province de Scutari d'Albanie, les députés sont également au nombre de quatre dont deux musulmans et deux non-musulmans. Voici leurs noms: Selim agha Ghiuresi, ex-président du tribunal de commerce; Ismail bey de Croya, ex-sous-gouverneur; Ange Dodmasei, juge au tribunal de commerce (catholique), et Philippe Risto, membre du conseil d'administration (orthodoxe).

La corvette suédoise *Balder*, qui se trouvait en dernier lieu en station à Smyrne, a quitté, la semaine dernière, les eaux turques se dirigeant vers Malte.

Un télégramme, reçu à l'Amirauté Impériale, annonce que les frégates cuirassées *Asiatik*, *Orkhanî* et *Mahmoud*, qui étaient parties pour Varna chargées de troupes, après avoir débarqué leur chargement dans ce port, se sont rendues à Brégely où elles sont arrivées. Dans quelques jours ces navires reprendront leur route pour Constantinople.

La corvette cuirassée *Feth-Bulend*, qui était en réparation dans le bassin de l'Amirauté, a pris la mer et est allée

rejoindre la flotte dans le Haut-Bosphore. Elle a été remplacée dans le bassin par la cuirassée *Mukademéi-Hair*.

L'avisio *Aracdi* se prépare à partir pour le Danube. Ce bateau fera partie de la flottille du fleuve.

D'après le *Touna*, le comité qui a été institué à Roustchouk pour recueillir des offrandes en faveur de l'armée a expédié, ces derniers jours, 2500 manteaux à la division militaire de Widdin; 1800 à Silistria; 1089 à Plevra et 679 à Nicopol. Il a distribué en outre 4000 caleçons aux soldats qui tenaient garnison à Roustchouk.

Le comité a encore dans son dépôt 2400 manteaux qu'il distribuera aux soldats attendus prochainement sur le Danube.

Le *Touna* ajoute que, grâce aux efforts de ce comité et du comité central de Constantinople, tous les soldats de l'armée du Danube, composée de 200 bataillons environ, sont tous pourvus d'habits chauds.

Le Patriarcat oecuménique a reçu hier par télégramme la nouvelle de la mort de Mgr Zacharie, métropolitain de Silistrie. Le défunt était un des prêtres les plus âgés de l'Eglise grecque. Il avait été ordonné diacre par le patriarche Grégoire V, quelque temps avant la guerre de l'indépendance hellénique.

On écrit de Nevrekop, que la milice nationale de cette ville formée déjà deux bataillons parfaitement constitués et équipés. Un troisième bataillon est en voie de formation.

Une dépêche télégraphique d'Ismaïlia en date du 10 février, porte ce qui suit: « Ont passé le Canal de Suez, depuis le 1^{er} février, soixante-quatre navires. La recette du service du transit, du 1^{er} au 10 février, s'est élevée à la somme de un million deux cent soixante mille fr. »

M. Chatau, correspondant de l'Agence *Havas*, nous a adressé une lettre que, par respect pour sa personne, nous avons refusé d'insérer, tout en publiant spontanément la rectification que nous devons faire dans l'intérêt de la vérité. M. Chatau a jugé convenable de publier sa lettre dans quelques journaux de la localité. Dans quel but? Faire de la réclame en faveur de l'Agence *Havas*? Cette agence télégraphique est déjà trop connue. Toute la presse européenne a en plus d'une fois l'occasion d'apprécier ses agissements. Peut-être s'en est-on peu occupé en Turquie. Nous tâcherons de combler à l'avenir cette lacune qui, aux yeux de M. Chatau, est, paraît-il, regrettable.

Quoi qu'il en soit, l'empressement de M. Chatau à démentir, par toutes les voies, la nouvelle publiée par nous, n'indiquera-t-elle pas une certaine inquiétude du correspondant de l'Agence *Havas* au sujet de la nouvelle du pétitionnement et de l'armement des sofas? N'aurait-il rien à se reprocher à cet égard? Pour notre part, nous invitons M. Chatau à consulter ses souvenirs; c'est là la réponse que nous sommes, malgré nous, amené à lui faire.

Monsieur le Directeur,

Le gouvernement vient de nommer un nouveau président de la Municipalité du VI^e cercle.

Hamdy bey a déjà organisé sur un très bon pied l'édilité de Cadikéuy. Pourrait-il faire la même chose à Péra?

Les bons présidents ne nous ont pas manqué jusqu'à présent; néanmoins notre faubourg est encore en mauvais état sous tous les rapports.

C'est que, d'après moi, le vice de cette administration est dans sa propre organisation. Les attributions des nombreux employés de la municipalité ne sont pas suffisamment définies; il y en a même parmi eux qui sont les favoris de tel ou tel membre du Conseil et qui sont payés pour ne rien faire. De là la confusion, l'anarchie.

Il faut rompre avec ces mauvaises habitudes du passé.

Si Hamdy bey ne le fait pas, il sera peut-être un très bon président, mais il ne parviendra jamais à introduire la moindre amélioration dans notre faubourg. Il faudra alors désespérer d'avoir une municipalité convenable.

Veuillez agréer etc., etc.

Un de vos lecteurs.

PROVINCES.

Smyrne. — Le dépouillement général des votes de la province a commencé le 16 février devant une commission de contrôle présentant toutes les garanties désirables. Aussitôt que les résultats définitifs en seront connus les noms des mandataires seront publiés. Les opérations électorales ont été faites dans la plus complète indépendance d'esprit et d'opinion et les autorités locales n'ont été accusées nulle part de la moindre immixtion.

Une rixe des plus violentes, ayant pour objet, ainsi qu'on l'a constaté depuis, de favoriser une tentative d'évasion en masse, a éclaté le 16 du mois courant dans la grande prison de la ville. La gendarmerie, assistée d'un détachement de ligne, a eu bientôt raison des factieux. Considérant toutefois que ces scènes de désordre se reproduisent par trop fréquemment, et d'autre part, que ce sont toujours les mêmes individus — la plupart condamnés aux travaux forcés — qui organisent ces séditions pour reconquérir la liberté, S. Exc. le Vali a ordonné la déportation immédiate de ces détenus dans une enceinte fortifiée, et ils ont été déjà embarqués à bord du stationnaire le *Libnan* qui devra les conduire à Rhodes.

Les voleurs qui tirent parti de tout, ont mis aussi à profit les fêtes du carnaval qui poussaient presque tout le monde à désertier le logis, pour répéter leurs fameux exploits. Diverses maisons ont ainsi reçu la visite de ces industriels qui ont fait main basse sur tout ce qu'ils trouvaient. Il y a encore à signaler deux coups de main très audacieux: le comptoir Lochner, dans le local Hochepeid, a été ouvert et les voleurs ont forcé l'un des deux coffres-forts qui s'y trouvent enlevant toute une riche argenterie qui y était renfermée. L'établissement hydrothérapique du Dr Pangalo a été en quelque sorte leur exploit le plus brillant: ils y ont enlevé jusqu'à des caleçons de bains.

Magnésie. — On écrit de cette ville, au journal *Néa Smyrni*, à la date du 16 février:

« Depuis quelque temps les vols nocturnes sont très-fréquents dans notre

ville. Mais l'audace des malfaiteurs a dépassé toutes les bornes dans la nuit de mercredi à jeudi dernier. Douze voleurs se sont introduits à trois heures après minuit dans la maison de M. G. Triantafyllo effendi, juge-asseesseur du tribunal de commerce et, après l'avoir maltraité, et lui avoir arraché une dent; ils l'ont menacé de mort s'il ne leur livrait pas son argent. Voyant sa famille à la merci de ces misérables, M. Triantafyllo leur a donné tout l'argent qu'il possédait dans la maison, soit une somme de 20,000 piastres environ.

« L'autorité a procédé le lendemain à la recherche des coupables et plus de vingt individus soupçonnés de complicité ont été arrêtés. L'enquête continue. »

L'appel qui a été fait au public de notre ville en faveur de l'école gratuite de St-Pierre a été entendu. Nous publions ci-après la seconde liste de souscriptions. Nous avons l'assurance que l'exemple donné par les premiers souscripteurs sera suivi et que grâce à la bienfaisance publique cette école si utile pourra être reconstruite:

CONSULAT DE FRANCE

CONSTANTINOPLE.

Souscription en faveur de l'école gratuite de Saint-Pierre incendiée dans la nuit du jeudi 8 février.

2^{me} Liste.

SUITE DES NOMS DE LA LISTE DES SOUSCRIPTEURS

	L. T.	piastres
Crédit Lyonnais.....	22	—
Emile Mercet.....	5	—
Banque Impériale ottomane.....	35	—
Société Générale.....	12	—
Banque de Consople.....	15	—
Crédit Général ottoman.....	15	—
H. Tubini.....	10	—
Un anonyme.....	5	—
F. Nomico.....	8	—
Ignace Corpi.....	10	—
Total.....	137	—
Total de la 1 ^{re} liste.....	32 1/2	—
Total général.....	169 1/2	—

SOUSCRIPTIONS EN FAVEUR DE L'ARMÉE.

LISTE N° 146.

Recettes du 2 février.

	Piastres.
Mahmoud agha, cavass de l'ambassade d'Autriche-Hongrie.....	87
Les collecteurs des dîmes de Gallipoli.....	4315
Les habitants des villages dépendant du vilayet d'Aidin pour la 25 ^{me} fois.....	20350
Souscriptions précédentes.....	21752
Total.....	4045322
Total général.....	40473074

LISTE N° 147.

Recettes du 3 février.

	Piastres.
Les habitants du vilayet de Bassora pour la 3 ^{me} fois.....	214713
Les habitants du sandjak de Sofia.....	199501 10
Somme provenant de la vente d'une partie de la succession de feu Hadji Hussein agha, notable de Castamouni.....	30750
Souscriptions précédentes.....	444997 10
Total.....	40473074
Total général.....	40918074 10

LES KOUMIASSINE

PAR

HENRY GRÉVILLE

LV

— suite et fin —

Les quatre jeunes gens s'entre-regardèrent et restèrent cois. Vassilissa se rappela, mais trop tard, la recommandation de sa cousine et s'adressait déjà les plus justes reproches. Zina prit bravement son parti.

— Maman, dit-elle, ma cousine remerciait le prince de m'avoir si généreusement aidée à la faire partir de chez nous.

— A la faire partir? mais c'est donc vrai? s'écria la comtesse bouleversée.

— Ce qui est vrai, dit le prince, c'est que sans mes chevaux et mon cocher que j'avais fait venir exprès d'une autre terre, Mlle Gorof eût difficilement quitté votre domaine; voilà tout.

— Vous trouvez peut-être que ce n'est pas assez? fit la comtesse avec humeur.

Alors, vous?... ajouta-t-elle en tournant vers sa fille son visage couvert d'horreur.

— Alors, moi, maman, j'ai prié le prince de m'aider, parce que toute seule je ne pouvais pas tout arranger, vous comprenez?

— Mais quand, comment avez-vous pu, à mon insu?...

— Oh! maman, nous avons causé en nous promenant, et puis nous nous sommes écartés.

Elle prononça ces derniers mots avec une mutinerie si adorable que les fiancés, heureux et la main dans la main, ne purent se défendre d'échanger un regard et un sourire. Chourof, la tête basse, avait l'air d'un cheval qu'on étréille.

— Écrite? vous? murmura la comtesse. Elle se demanda si c'était elle qui perdait la raison ou sa fille qui devenait folle. Le prince en ce moment sourit malgré lui, comme s'il ne comprenait plus l'énormité de son crime. Les yeux de Zénaïde brillaient comme deux étoiles sournoises sous ses paupières modestement baissées.

— Oh! une lettre seulement, c'est-à-dire lui une et moi une: voilà tout, ma chère maman.

— Cela ne vous suffit pas? dit amèrement la comtesse. Est-ce qu'il n'aurait pas aussi mis le feu à ma grange, par hasard?

— Non, maman; ça, c'est moi toute seule! fit Zina avec un petit mouvement de tête qui dénotait une sorte de satisfaction intime.

— Mon Dieu! comment sortirions-nous de tout cela! murmura la comtesse en levant ses bras et ses yeux éperdus vers le ciel.

Zénaïde prit la main du prince et le poussa doucement vers sa mère.

— Maman... dit-elle, et elle s'arrêta, tirant un peu sur le bras de Chourof.

— Bénissez-nous! murmura celui-ci en s'agenouillant avec la jeune fille devant la comtesse ébahie.

La surprise et la joie noyèrent le reste dans l'esprit passablement troublé de la

noble dame, et la résistance disparut dans le tourbillon.

— Ah! de tout mon cœur, mes enfants! s'écria-t-elle.

Pendant une minute, tout le monde s'embrassa.

Le comte entra à ce moment, annoncé par le cliquetis de ses éperons. Sa femme lui fit part des événements qui venaient de s'accomplir, et lui, toujours ami de l'ordre et de la paix, il sut s'arranger pour avoir l'air suffisamment surpris, bien qu'un petit entretient qu'il avait eu dix minutes auparavant avec les nouveaux fiancés lui eût épargné la secousse que la comtesse espérait lui faire éprouver.

On envoya chercher Mme Gorof et même Mlle Bochet, que la comtesse sut remercier amicalement de l'attachement qu'elle avait témoigné à son ancienne élève dans la peine, et la journée s'écoula, pleine de projets, de rires, et de valse à quatre mains. Les jeunes couples poussèrent la folie jusqu'à danser des quadrilles au son d'une vieille pendule à musique pendant que la comtesse, souriante et calme, les regardait en faisant le devis de deux superbes trousseaux pareils pour les jeunes mariées. Mlle Maritsky devait prétendre à un bien autre trousseau que Mme Tchoudessoff. Il fallait douze douzaines de tout. Cette jeunesse amoureuse et gaie lui rappelait d'ailleurs le temps de ses fiançailles avec le comte, et son mari fut traité avec une grâce toute particulière.

L'heure du dîner arriva: le comte avait fait monter du vin de Champagne pour arroser, à la santé des nouveaux mariés, un menu superfin, commandé au club anglais. Seule, Mlle Mlle Justine, absente depuis le matin, ignorait ce qui s'était passé.

Tout le monde se maria, mademoiselle, lui dit Zina en courant à sa rencontre, tout le monde, excepté vous! Lissa épouse Alexis Maritsky, j'épouse le prince Chourof, et vous, qui épousez-vous?

Monsieur Tchoudessoff! jeta Vassilissa en passant derrière sa cousine; je ne connais

que lui qui soit digne de Mlle Justine; et d'ailleurs, j'ai idée qu'ils se connaissent bien mieux que nous autres, simples d'esprit, ne le supposons!

— J'espère qu'ils auront des enfants, beaucoup d'enfants qui leur ressembleront! ajouta Zénaïde.

— Amen! fit le prince, qui pourtant n'était pas méchant.

Justine, livide de colère, avait écouté tout cela en souriant d'un air désagréable. Elle prenait fort bien la plaisanterie.

— Vous croyez rire, pensa-t-elle; mais nous verrons bien si votre prédiction ne s'accomplit pas!

LVI

CONCLUSION.

Huit jours après, Maritsky épousa Vassilissa, que le comte et la comtesse conduisirent à l'autel, au milieu de l'assemblée la plus brillante que l'on eût pu recruter à cette époque de l'année. Chourof avait décidé avec Zénaïde qu'ils se marieraient chez eux, à la campagne; et quelques jours après ce premier mariage, tout le monde partit pour Koumiassina.

Dmitri fut le plus heureux des petits garçons en apprenant que son bon ami, le prince, allait être son beau-frère et qu'il aurait le droit de le tutoyer.

La veille de son mariage, Zina se promenait avec lui dans la grande allée où ils avaient complété ensemble la fuite de Vassilissa.

— Cela me fait pourtant de la peine, lui dit-elle en l'embrassant, de te laisser ici, mon petit homme. Tu vas être bien triste et bien seul!

— Oh! répondit fièrement l'enfant, dans six semaines j'entrerai au corps des pages comme pensionnaire; je suis ignorant com-

me une carpe, avec mes trois langues étrangères; j'aurai assez à faire de m'instruire, et pendant les vacances tu me prendras bien avec toi, dis-tu! fit-il en serrant le bras de sa sœur sur son petit cœur gros de larmes, malgré sa brave contenance.

MINISTRES ET GRANDS-VÉZIRS.

Nous reproduisons ci-après un spirituel article que publie le journal *l'Estafette*. Cet article rend justice dans une certaine mesure au gouvernement et au peuple turcs, ce dont on pourrait être surpris à première vue, les correspondances de Constantinople de ce journal étant marquées au coin d'une turcophilie très caractérisée. Mais l'étonnement cesse lorsqu'on trouve au bas de cet article la signature de M. Robert Mitchell. On connaît la valeur de ce personnage comme homme politique et comme écrivain. Son mérite donne un grand prix à l'appréciation suivante que la connaissance des affaires turques lui a permis de développer dans une spirituelle comparaison entre les institutions libérales de la France et celles de la Turquie.

Depuis deux jours, on ne peut ouvrir un journal républicain sans y rencontrer quelques appréciations sévères sur la fragilité du grand-vézirat en général et la chute de Midhat pacha en particulier.

L'un d'eux s'écrit dans un accès d'honnête indignation : « La Turquie est décidément le pays des surprises ; encore une révolution à Constantinople... etc., etc. »

Certes, nous ne voudrions point faire de comparaison malséante, mais il nous paraît que l'histoire de France est pour le moins, autant que l'histoire turque, agitée de surprises et de révolutions.

Lorsque M. Thiers fut renversé de son trône présidentiel par les ulémas parlementaires, il entra paisiblement dans son hôtel de la rue St-Georges.

Abd-ul-Aziz, en semblable occurrence, préféra s'occuper les veilles avec des ciseaux d'acquiescement.

C'est affaire de goût et l'on ne peut raisonnablement imputer à blâme au peuple ottoman la répugnance manifestée du défunt sultan pour les chères études qui consolent M. Thiers.

M. le duc de Broglie, qui fut notre Midhat, n'eut pas meilleure fortune que son collègue de Constantinople, et peut-être un jour, si la république se développe, regrettera-t-il que nous ayons effacé de nos codes la peine de l'exil.

Depuis trois ans, le maréchal de MacMahon a changé souvent de grand-vézir, et toujours pour des motifs apparents dont les Ottomans ont dû se montrer fort surpris.

Lorsque le sultan se sépara de son premier ministre, d'habitude il invoque à l'appui de cette mesure des motifs fort sérieux.

Ruchdi se refusait aux réformes jugées nécessaires ; Midhat conspirait contre la sûreté de l'Etat.

M. le duc de Broglie est tombé du pouvoir à propos d'une fixation de l'ordre du jour. Il s'agissait de voter la loi électorale ou la loi municipale ou donnerait la priorité, et comme l'on ne put tomber d'accord la moule éclata.

M. Dufaure est tombé pour des motifs qu'il s'est malaisé de connaître et de déterminer.

M. Jules Simon tomba, parce qu'il ne put, à un moment donné, révoquer un sous-préfet ou briser la carrière d'un garde-champêtre.

Nos ministres traversent le pouvoir comme des ombres chinoises se détachant en noir et ne laissant, après eux, nulle trace.

La Turquie s'en étonne, et se félicite d'avoir formé l'empire à la barbarie occidentale.

Si, sur la Bosphore, les changements sont fréquents, du moins ils n'ont pour le pays aucune conséquence grave.

Que ce soit Mehmed Ruchdi, Midhat ou Edhem qui gouverne, le peuple n'en a cure, et les petits fonctionnaires ne redoutent point la révocation et la misère.

En France, hélas ! il en est autrement : chaque crise ministérielle a de douloureux retentissements sur tout le territoire de la République. Chaque modification de cabinet entraîne un bouleversement complet dans l'administration centrale et départementale ; en apprenant la démission d'un président du conseil quel qu'il soit, tous les préfets tremblent, les sous-préfets pâlisent, les percepteurs ouvrent l'*Officiel* avec angoisse, il n'est fonctionnaire si humble, si petit, si maigrement rétribué, qui n'ait sa part d'inquiétude.

Et ce n'est point assez ; les ministres dans ces moments-là, la princesse et son frère, la hantent de ce regard sans trêve.

La prédiction de Vassilissa s'est réalisée. La princesse, qui ne désirait pas voir Justin vivre et mourir dans la maison de sa mère, a sollicité et obtenu pour cette personne capable la direction d'un aïl municipal, y compris le chauffage, l'éclairage et le logement.

Justin était devenu un bon parti, et Tchoudoussoff l'épousa. Seulement, on ne peut pas tout avoir ! Il a dû renoncer à se payer « une petite cassette », car sa femme est d'une jalousie à faire frémir. Au grand regret du prince, ils n'ont pas d'enfants.

J'aurais été curieux, dit-il (parfois) de voir ce qui se passait dans le cabinet de l'Etat. Et de fait, c'eût été curieux ! Mais pour cette fois la Providence a pris pitié des pauvres humains, et ces braves gens n'auront pas de postérité.

FIN

tombent fréquemment, mais le cas est imprévu et l'on peut inscrire la chute au chapitre des accidents.

En République, le chef de l'Etat disparaît à date fixe, cède la place à un autre.

Chez les Turcs, rendons-leur cette justice, un pareil fait est un événement sérieux et aussi des plus rares. Les Ottomans subissent la révolution quand elle se présente, se résignent à un changement de règne lorsqu'un acte violent l'a provoqué, mais du moins ils n'en font pas une stipulation constitutionnelle ; ils ne s'obligent point, par une loi, à des révolutions périodiques.

De tout ceci il résulte que nous devons montrer quelque indulgence lorsque nous jetons les yeux sur le voisin, quelque modestie lorsque nous nous examinons nous-mêmes.

La Turquie n'est pas un modèle pour tout le monde, mais notre République ne perdrait point à étudier, sur le Bosphore, certaines mœurs politiques qui ne seraient pas déplacées sur les bords de la Seine.

Le Nord, journal russe de Bruxelles, a reçu, au sujet de la circulaire Gortschakoff, une correspondance curieuse à plus d'un titre, où nous lisons :

En somme, s'il le résumé historique des différentes phases qu'a traversées la question d'Orient, cette circulaire se borne à demander aux cabinets des cinq grandes puissances ce qu'ils comptent faire en présence du refus opposé par la Porte aux vœux unanimes de l'Europe ? Ce point d'interrogation était déjà posé par la conscience, par l'honneur public, et la Russie n'a fait que donner un corps aux sentiments de tous.

Mais, si la Russie, qui, dès le début de la crise orientale, a cessé d'interroger l'Europe sur ce qu'elle comptait faire, a renouvelé sa question, cette question elle-même a pris une importance tout autre. Il ne s'agit plus en effet des intérêts uniques des chrétiens des Balkans, il s'agit du prestige de l'Europe, solidaire par son action combinée. Quant à la Russie, son insistance à chercher une solution définitive ne peut que lui faire honneur. Engagée avec l'Europe, ressentant, plus peut-être que tout autre cabinet, l'affront infligé par la Porte à l'intervention européenne, elle désire réparer pour sa part cet affront et en dégager sa responsabilité. Nul ne saurait lui en blâmer. J'ai dit qu'elle ressentait l'échec subi plus peut-être que toute autre puissance ; c'est que, dès le principe, elle avait prévu ce qui pouvait arriver, et regrette d'avoir essayé en vain d'éclaircir les cabinets.

La Russie, en effet, avait une mission toute spéciale à remplir. Investie par les traités d'Andrinople, de Jassy et autres, du droit d'intervention en faveur des chrétiens, elle était arrivée alors à maintenir un *statu quo* qu'elle protégeait. L'Europe, en 1856, lui a ravi ce droit pour l'exercer elle-même ; mais, si elle s'est substituée aux droits de la Russie, elle en a aussi accepté les devoirs, et la Russie est justement fondée à constater dans quelle mesure l'Europe entend exercer ces droits et ces devoirs. Si elle renonce à l'action que lui attribue le traité de 1856, la Russie alors aurait qualité pour reprendre l'attitude qu'elle possédait avant un traité devenu lettre morte. Aussi, ce qu'elle recherche, c'est une fin, quelle qu'elle soit.

Le programme dont elle poursuit l'exécution est bien simple, *statu quo* amélioré. « Si ce programme se réalise d'une manière ou d'une autre, dit la Correspondance russe, soit par la pression de l'Europe, soit par l'initiative de la Porte, la Russie posera la valeur de ses résultats. » Mais la situation présente doit avoir un terme, et alors même que l'Europe devrait répondre à la Russie qu'elle renonce à s'occuper plus longtemps des affaires d'Orient, cette solution fâcheuse, qui réduirait à néant l'attente à six, serait, pour la Russie, préférable à une incertitude indéfiniment prolongée, en ce sens qu'elle lui rendrait sa liberté d'action. La circulaire d'aujourd'hui a donc cet immense avantage qu'elle provoque de nouvelles discussions, longues peut-être et malaisées, mais qui devront aboutir à une solution quelconque.

AFFAIRES D'ORIENT.

La Gazette de l'Allemagne du Nord déclare qu'elle adopte absolument la manière d'envisager la situation créée par la circulaire du prince Gortschakoff, telle qu'elle a été formulée dans une lettre adressée de Saint-Petersbourg à la Correspondance politique de Vienne.

Voici le passage saillant de cette lettre : La crise orientale est entrée provisoirement, grâce à cette circulaire, dans la phase des négociations diplomatiques. Il ne faut pas s'attendre à ce qu'une décision relative aux questions posées par le cabinet russe soit prise avant le terme de l'armistice. L'intervalle, la Turquie peut en profiter pour donner des garanties. Tout bien considéré, il s'agit pour la Russie d'obtenir le consentement et la coopération des autres puissances qui se trouvent en dehors de l'alliance des trois empires, et de mesures tendant à obtenir l'exécution des décisions de la conférence.

La situation est ce qu'elle était à l'époque du mémorandum de Berlin, lequel avait été également soumis aux puissances intéressées avec invitation à la coopération.

On écrit de Berlin à la Gazette de Cologne que M. de Werther, « qui a rompu d'une façon si surprenante le silence qu'il avait gardé à la Conférence de Constantinople et qui a attiré tant de reproches à la politique de l'Allemagne, avait mal compris ses instructions. Il a fait part aux diplomates de la Conférence de ce qu'il devait garder pour lui ».

Le Journal de Saint-Petersbourg (officiel) écrit ce qui suit au sujet de l'article du Times sur la circulaire du prince Gortschakoff :

« Le Times croit savoir que l'Angleterre, « se réservant de sauvegarder ses propres intérêts et les intérêts généraux de la paix, attendra la suite des événements ». Mais c'est précisément des intérêts généraux de la paix que se préoccupent aussi la circulaire russe, les puissances menacées au mois de novembre dernier, et l'Angleterre résolut alors de proposer la conférence. Cette réunion a abouti à constater, d'une part, l'unanimité du jugement de l'Europe sur l'administration turque, d'autre part, le refus de la Porte de se conformer au programme élaboré par l'Europe.

Et lorsque le cabinet de Saint-Petersbourg vient s'informer auprès des puissances de ce qu'elles comptent faire en présence de ce refus, le Times le menace de la « méfiance de l'Angleterre », — comme si, la Conférence avait atteint son but et comme si, la consultation européenne mise sur papier, les causes des inquiétudes avaient disparu.

« Ne dirait-on pas que la mauvaise administration des provinces chrétiennes, n'était qu'un prétexte pour fournir la preuve que la diplomatie était en mesure de se mettre d'accord sur les remèdes à appliquer, et qu'une fois cette preuve acquise, il ne reste qu'à laisser aller les choses en Turquie comme elle plaira à la Sublime Porte, et que vouloir tirer de cet accord les conclusions logiques qui en découlent, amener la Turquie à donner à l'Europe des gages de loyauté et d'assurance par la paix et la tranquillité de l'avenir, — c'est troubler cette paix et cette tranquillité ? »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

« Que le Times veuille bien relire son article du 2 février et il verra que les hommes les plus considérables en Angleterre ne sont nullement de son avis d'hier ; qu'ils expriment au contraire la conviction qu'il faut une sanction à l'œuvre de la conférence et que cette sanction ne saurait consister ni dans les promesses des ministres turcs ni dans la manière dont elles vont être tenues. »

Ces points sont les suivants : 1° La commission ; 2° La gendarmerie ; 3° Les arrangements judiciaires ; 4° Le cantonnement des troupes régulières dans les forteresses et les grandes villes ; 5° Les divisions administratives ; 6° La position du vali.

La classe qui se rapporte à ces sujets est conçue en ces termes : « Que la Porte s'engageant, dans un protocole à être signé à Constantinople avec les plénipotentiaires des puissances signataires, à accorder à la Bosnie et à l'Herzégovine un système d'autonomie locale et administrative, c'est-à-dire un système d'institutions locales qui donnerait à la population un certain contrôle sur leurs affaires locales et fournirait des garanties contre l'exercice d'une autorité arbitraire. Il n'y aurait pas question d'un état tributaire. On donnerait de pareilles garanties contre la mauvaise administration en Bulgarie. »

Les bases comprennent en outre les réformes proposées par le comte Andrassy, qui ont déjà reçu l'assentiment de la Sublime Porte.

Il est surtout à remarquer dans ces mots qu'on ne demande pas seulement des réformes, mais aussi des garanties. On devra accorder à la population un contrôle sur ses propres affaires, et ces réformes, demandées par la Note Andrassy, doivent être comprises dans l'arrangement à intervenir.

Mais on demande, en outre, des garanties efficaces contre l'exercice d'une autorité arbitraire et d'une mauvaise administration. Il en résulte, par conséquent, que la promulgation de bonnes lois ne répond point entièrement aux demandes du programme anglais. A côté de ces lois il faut des garanties.

L'extrait suivant de la Note du 30 décembre, qui a reçu l'assentiment général de l'Europe, fait preuve d'une manière suffisante des motifs pour lesquels une pareille garantie a été jugée nécessaire :

« Si l'on songe au peu de créance que rencontraient aux yeux des populations chrétiennes les promesses de la Sublime Porte, on ne peut se dissimuler que les réformes promulguées ne pourraient inspirer la confiance nécessaire qu'à condition que l'on crée en même temps une institution propre à offrir une certaine garantie que ces réformes seront sérieusement appliquées. En se bornant à remettre leur exécution à la discrétion des gouvernements de la province, on ne parviendrait pas à surmonter la méfiance dont je parle. Il y aurait donc lieu d'établir une commission de notables du pays, composée par moitié de musulmans et de chrétiens, et élue par les habitants de la province suivant un mode qui serait déterminé par la Sublime Porte. »

On fixe plus bas les attributions de cette commission pour contrôler l'exécution des réformes proposées par les puissances, ainsi que de celles qui ont été proclamées dans l'iradé du 2 octobre et dans le firman du 12 décembre.

L'institution et les attributions de cette commission ont été acceptées par la Porte le 13 février, et elles se trouvent dans les bases de pacification proposées par l'Angleterre.

Conformément à cette manière d'agir, les plénipotentiaires ont proposé à la Sublime Porte l'institution d'une commission de contrôle. Les attributions dont elle doit être munie ne dépassent pas celles que comporte le devoir de contrôler l'exécution des réformes proposées par la Note du comte Andrassy, on promettait dans l'iradé du 2 octobre et dans le firman du 12 décembre. Ces deux actes ont promis beaucoup en fait de réformes, mais jusqu'ici aucune des promesses à cet égard n'a été remplie. Mais, en confiant à la commission le devoir de contrôler les réformes y mentionnées, S. M. I. le Sultan l'a munie d'une juridiction très étendue.

L'élection des conseils administratifs, le régime des impôts, ainsi que leur assiette et perception, la réorganisation des tribunaux, les qualités requises pour les juges, la réforme entière de la police et les qualités requises pour y être admis au service de l'Etat, tout fut mis par la Porte dans la Note du 13 février sous la surveillance d'une commission, et la commission devait être indépendante de la Porte.

Les attributions dont les puissances proposent de munir la commission sont beaucoup plus modérées que celles qu'aurait comportées l'adoption de la Note Andrassy qui fait partie des bases anglaises.

Le seul changement de substance que les puissances aient proposé relative du système d'après lequel la commission doit être nommée. Depuis que la Porte a donné son assentiment à la Note Andrassy, des événements terribles se sont passés. Telle est l'exaspération des esprits aujourd'hui, qu'on ne serait plus en mesure d'admettre avec la même sûreté le système électif qu'on aurait pu adopter il y a un an. Il pourrait en résulter la formation d'une commission qui serait poussée en avant par des idées révolutionnaires, et qui serait tout disposée à se servir du pouvoir du contrôle dont elle était revêtue pour porter atteinte à l'empire ottoman. Les puissances étaient convaincues que le seul moyen sûr de former une commission indépendante serait de confier la nomination des commissaires aux alliés du Sultan.

Il est très peu probable qu'une charge pareille soit employée au préjudice du Sultan par ceux qui font aujourd'hui tout leur possible dans le but de soutenir le pouvoir de S. M. I.

La commission entre aussi de son propre chef sur le terrain du programme anglais comme une des garanties les plus efficaces contre la mauvaise administration.

C'est conformément à cette manière de voir que plusieurs des matières que les plénipotentiaires ottomans s'efforcent de repousser comme étrangères au programme anglais y sont évidemment comprises. Une gendarmerie suffisante pour maintenir l'ordre est la première condition d'une bonne administration. En assignant à des troupes régulières des demeures spécifiées, on les tient à l'écart de la vie ordinaire de la population civile, et l'on empêche ainsi des conflits regrettables en usant d'une précaution qui est prescrite par l'expérience et mise en pratique par la plupart des nations civilisées.

Cette précaution est surtout nécessaire dans les cas où les troupes régulières ne sont ni de la même race ni du même culte que la population qui les entoure.

L'établissement des tribunaux, dont les juges doivent être indépendants et inamovibles, la possession par eux des qualités requises, leur siège au milieu du peuple, du bien-être duquel ils sont chargés, l'administration de la justice dans la langue des plaideurs, ce sont là des conditions qui sautent aux yeux comme nécessaires à la bonne administration, et en les garantissant, on ne fait que se prémunir contre la mauvaise administration d'une manière fort élémentaire.

L'expérience a démontré que la mauvaise administration dans les provinces qui ont été éprouvées a résulté, dans la plupart des cas, de ce qu'on a nommé des valis sans énergie et le zèle des plus capables en les exposant à être arbitrairement rappelés.

En prenant des précautions contre ce dan-

ger, il est évident que les plénipotentiaires n'ont pas dépassé les limites du programme anglais. Ils n'auraient guère pu éviter ce reproche s'ils avaient manqué à ce devoir.

Enfin, les plénipotentiaires ottomans se sont plaints qu'il n'y avait rien dans le programme anglais pour autoriser les nouvelles délimitations administratives qu'on a tracées. Mais cette manière d'agir était une condition nécessaire de la tâche qu'ils ont été appelés à remplir. Ils étaient chargés de fournir des garanties contre la mauvaise administration en Bulgarie.

Le mot « Bulgarie » n'indique pas une région dont les limites géographiques ont été tracées. En lui donnant une interprétation pratique, les plénipotentiaires ont dû tenir compte de l'origine du mot même et du sens dans lequel il est actuellement employé. Les limites des fonctions des plénipotentiaires ont été ainsi indiquées.

On n'aurait pu soumettre à la considération de la Conférence sous le nom de « Bulgarie » les endroits où la population bulgare ne prédomine pas, ni les endroits qui n'ont pas été exposés à la mauvaise administration qui a donné lieu aux excès commis dans le courant de l'été.

Les plénipotentiaires ont été ainsi empêchés de faire appliquer les recommandations à une grande partie des vilayets d'Andrinople, de Salonique et de Prizrend.

La nécessité d'exclure ces régions de l'application de règlements les a obligés à tracer de nouvelles lignes de démarcation. S'ils ne l'avaient pas fait, ils se seraient exposés, et avec raison, aux reproches des plénipotentiaires ottomans, qui auraient pu se plaindre que la Conférence s'était écartée du programme anglais en fournissant des garanties contre la mauvaise administration en Bulgarie dans des endroits qui ne faisaient pas partie de la Bulgarie.

Avant passé en revue tous les points au sujet desquels LL. EE. les plénipotentiaires ottomans ont prétendu que la Conférence avait dépassé les limites légitimes, je crois avoir suffisamment démontré que les propositions faites par les plénipotentiaires des six puissances ont été du moins scrupuleusement restreintes dans les limites du programme anglais.

S. Exc. l'ambassadeur de Russie voudrait considérer la discussion générale comme épuisée. Il pense maintenant qu'il est temps de passer à l'examen de chacun des points en particulier.

S. Exc. Salvat pacha présente quelques considérations tendantes à expliquer les raisons qui font penser aux plénipotentiaires ottomans que le programme anglais a été dépassé dans le travail de MM. les plénipotentiaires. Il cite notamment la division administrative et récapitule sur ce point les arguments qui s'opposent à ce qu'elle puisse être admise. On désirerait, après cela, passer à l'examen de la question concernant l'introduction des troupes étrangères.

S. Exc. l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie signale l'avantage qu'il y aurait à ne traiter les différents points que successivement. Les remarques de S. Exc. le comte Corti qui se rapportent au discours prononcé dans la séance précédente par S. Exc. Salvat pacha résument la pensée générale des plénipotentiaires des six puissances.

Le marquis de Salisbury, en s'exprimant ainsi, a donné les raisons qui démontrent l'opportunité du programme anglais. Il ne saurait, par conséquent, qu'adopter l

Chacun des membres de ce comité portait un nœud de ruban blanc à l'épaule, et, sur la poitrine ou au chapeau, une cocarde tricolore, rouge-blanc-bleu, ou rouge et vert, ou couleurs turques. Un « banderilero » ouvrait la marche; il était suivi d'une voiture attelée de quatre chevaux et dans laquelle avait pris place le président du comité, M. Kozma, qui avait revêtu pour cette circonstance le grand costume hongrois d'été. Une foule de curieux aux- quels le dimanche faisait des loisirs, s'étaient joints au cortège. A droite et à gauche marchaient des sergents de ville, chargés de maintenir l'ordre. Quand le cortège est arrivé à la gare, des groupes compacts de curieux en occupaient les ébords, piétinant dans la boue épaisse qui couvrait le sol profondément détrempé. La presse devint alors excessive dans cet espace relativement restreint, et les efforts de la police pour maintenir l'ordre échouèrent complètement. Le tumulte régna jusqu'à l'arrivée du train. Bientôt parurent les étudiants précédés de MM. Szűcs et Lukács, chefs de la députation; ils portaient le costume hongrois, avec les insignes de l'ordre du Mérite sur la poitrine. Aussitôt la foule a entonné le « Kossuth szí tizenet » (Kossuth a dix) en substituant le nom d'Abdül-Kérîm à celui de Kossuth. Quand le silence a été rétabli, M. Kozma, président du comité, a prononcé une chaleureuse allocution dans laquelle il a fait ressortir d'un ton solennel ce fait profondément rassurant que la nation turque s'est acquise les sympathies des Hongrois, et que l'empire ottoman ne peut conjurer les périls qui le menacent qu'en se rattachant étroitement à la Hongrie. M. Szűcs a répondu brièvement à ces discours et a fait part aux Hongrois des sentiments de confraternité et de salutations des Turcs. M. Lukács, invité à prendre la parole, s'est excusé sur son enrouement. Les étudiants se sont rendus alors à l'hôtel « Hungaria ». Le cortège était précédé de vingt pandours à cheval, suivis de la voiture de gala où avaient pris place MM. Szűcs et Lukács. Venaient ensuite des voitures découvertes avec les autres membres de la députation. Un grand nombre d'autres voitures prenaient la file. La police, en cette occasion, s'est bornée à maintenir l'ordre. Le trajet entre la gare et l'hôtel a duré une bonne heure. Un banquet attendait les délégués. Les toasts s'y sont croisés et multipliés. On a bu à l'union des races « entre Magyars et Turcs », et à l'entente cordiale des deux nations, on a bu à Kossuth, etc. Le champagne et le vin hongrois ont coulé à flots.

On a communiqué aux journaux de Vienne le télégramme suivant :
Sérájévo, le 8 février.
« Par suite d'une enquête ordonnée par les autorités de Kostonica, de Novice, de Dobiniza, de Krapa, de Priedor et des localités circonvoisines, on dément, de la façon la plus formelle, le bruit que des massacres de chrétiens ont eu lieu dans ces contrées, et les nouvelles publiées à cet égard sont déclarées odieusement controuvées. »

FRANCE.

RÉORGANISATION DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Le Journal officiel publie le décret suivant :
Le président de la République française.

Vu le décret du 26 décembre 1869, portant réorganisation de l'administration centrale du ministère des affaires étrangères;

Vu l'ordonnance du 26 avril 1845, relative au personnel des consuls;

Vu le décret du 17 décembre 1853, sur les conditions d'admission au ministère des affaires étrangères, confié par le loi du 13 août 1856 relatif à l'organisation du corps des agents et attachés d'ambassade et de légation;

Considérant qu'il est nécessaire de pourvoir aux inconvénients qui pourraient résulter d'une séparation trop absolue du service diplomatique et du service consulaire;

Considérant, en outre, qu'il importe d'entourer de nouvelles garanties le recrutement des deux carrières;

Sur le rapport ci-annexé du ministre des affaires étrangères,

Décrète :
Art. 1^{er}. La direction des affaires politiques et du contentieux et la direction des consuls et affaires commerciales, conservent leur organisation actuelle sous réserve des modifications ci-après déterminées.

Art. 2. Le service du contentieux comprendra le contentieux politique et le contentieux commercial, et sera confié à un directeur-adjoint travaillant avec le directeur des affaires politiques pour le contentieux politique, et avec le directeur des consuls et affaires commerciales pour le contentieux commercial.

Art. 3. Il est créé au département des affaires étrangères un comité des services extérieurs, ayant pour mission de relier plus étroitement ensemble le service diplomatique et le service consulaire, et d'assurer un complet accord de vues et d'action entre toutes les directions.

Ce comité sera formé du directeur des affaires politiques qui en aura la présidence, du directeur des consuls et affaires commerciales et du directeur-adjoint du contentieux. Le directeur des archives et chancelleries et le directeur des fonds et de la comptabilité y seront convoqués pour l'examen des affaires communes ressortissant à leurs services.

Le président du comité recevra chaque jour le résumé analytique de toutes les correspondances du département dont il n'aurait pas déjà connaissance comme directeur des affaires politiques.

Le comité des services extérieurs se réunira deux fois par semaine, à jour fixe, et pourra être convoqué dans l'intervalle, s'il y a lieu.

Art. 4. Il sera pourvu à la reconstitution et à l'organisation près le département des affaires étrangères du comité consultatif du contentieux; ses fonctions seront gratuites. Il sera composé de cinq membres nommés par le président de la République; le directeur-adjoint du contentieux en fera de droit partie.

Ce comité donnera son avis sur les affaires contentieuses et les questions de jurisprudence qui lui seront déléguées par le ministre des affaires étrangères.

Le ministre pourra, s'il le juge utile et pour une affaire déterminée, adjoindre au comité avec voix délibérative un agent du département ayant rang de ministre plénipotentiaire ou de consul général.

Art. 5. Les fonctionnaires de l'administration centrale, les agents du service diplomatique et ceux du service consulaire sont classés, d'après l'équivalence des grades, dans l'ordre suivant :

1^{re} Les sous-directeurs du département, les consuls généraux, les secrétaires de 1^{re} classe;

2^{es} Les chefs de bureau, les rédacteurs, les consuls, les secrétaires de 2^{me} classe;

3^{es} Les attachés payés au département, les élèves consuls, les secrétaires de 3^{me} classe.

Les fonctionnaires ou agents diplomatiques de chacune des classes ci-dessus énumérées pourront être appelés dans le grade correspondant du service consulaire, et réciproquement.

Art. 6. Nul ne pourra être nommé attaché surnuméraire dans le service diplomatique ou dans le service consulaire, s'il n'est justifié de l'un ou de l'autre des diplômes de licencié en droit, en lettres ou en sciences, et de la connaissance de deux langues étrangères.

Art. 7. Nul ne pourra être nommé attaché payé dans le service politique ou consulaire de l'administration centrale, secrétaire de 3^e classe ou élève-consul, s'il n'a préalablement obtenu un certificat d'aptitude délivré par un jury spécial.

Les attachés diplomatiques ne seront admis à l'examen qu'après deux années de surnumérariat, dont une au moins passée à l'étranger.

Ceux des attachés diplomatiques qui, à la date du présent décret, compteraient trois années de service dans les bureaux, pourront être dispensés de l'obligation ci-dessus, en ce qui concerne la résidence à l'étranger.

Art. 8. Les officiers des armées de terre et de mer, les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, pourront être admis au surnumérariat et autorisés à subir l'épreuve diplomatique ou consulaire sans être tenus de produire le diplôme de licencié et sans être astreints aux conditions de résidence préalable à l'étranger, s'ils justifient de la connaissance de deux langues étrangères.

Art. 9. La composition du jury, le mode et les conditions d'examen, seront déterminés par un arrêté ministériel.

Les programmes actuellement en vigueur seront révisés par une commission de manière à donner au jury les moyens de constater non-seulement les connaissances générales, mais aussi les aptitudes et l'instruction professionnelles des candidats.

Le rapport de la commission, ainsi que les programmes qui auront été approuvés par le ministre des affaires étrangères, seront insérés au Journal officiel.

Art. 10. Les jeunes gens qui se préparent à la carrière diplomatique ou à la carrière consulaire pourront, comme par le passé, être employés en qualité d'auxiliaires dans les bureaux de la direction des archives, s'ils justifient qu'ils ont commencé et continuent leurs études de droit, mais sans que la durée de leurs services constitue pour eux aucun titre et il soit compté comme temps de surnumérariat.

Art. 11. Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 4^{er} février 1877.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Séance du 9 février.

PRÉSIDENCE DE M. JULES GRÉVY.

M. Gambetta demande au ministre des affaires étrangères quand il sera en mesure de communiquer à la Chambre les documents diplomatiques des quinze derniers mois.

M. le ministre des affaires étrangères répond que ces documents sont à l'imprimerie depuis plusieurs jours; ils seront incessamment distribués à l'assemblée.

M. le président. — La parole est à M. Antonin Proust.

M. Antonin Proust. — Je viens de prévenir M. le ministre de l'intérieur que j'avais l'intention de lui adresser une question au sujet d'une note qui a paru ce matin dans le Journal officiel.

M. le ministre de l'intérieur a accepté cette question.

Tout le monde a lu, je crois, cette note. Copiant, vous me permettez d'en donner ici lecture. (Lisez ! lisez !)

La voici :

« Certains journaux, ont affirmé que la nouvelle de la chute de l'ex-grand-voïvode Midhat pacha ne leur était parvenue que tardivement par la faute de l'administration, et se livrent à ce sujet, contre la direction des télégraphes et le ministère des affaires étrangères, à des attaques qui à des intentions malveillantes.

Aucun des télégrammes arrivés à Constantinople à Paris, dans la journée du 5 courant, n'a subi le moindre retard dans son expédition. Toute accusation de négligence portée contre l'administration des télégraphes est donc sans fondement.

Quant au ministre des affaires étrangères, il ne doit, à aucun titre, communication aux journaux des nouvelles qu'il reçoit du gouvernement.

Depuis quelques semaines, des journaux ont supposé des dissensions entre le président du conseil et le ministre des affaires étrangères. Les affirmations qu'ils ont produites à cette occasion, aussi bien que les détails qu'ils ont donnés, sont de toute fausseté.

Je m'arrêterai pas à la seconde partie de la note. Il est toujours très-agréable pour une majorité qui désire marcher d'accord avec un gouvernement d'entendre dire que ce gouvernement marche d'accord avec lui-même. (Rires à droite.)

Pour ma part, j'espère que les choses se passeront de telle sorte que, d'ici à peu de temps, cette harmonie sera assez évidente pour qu'il soit inutile de l'affirmer dans le Journal officiel. (Non-vous riez à droite.) — Très-bien ! sur plusieurs bancs.

Quant à la première partie de la note, il est incontestable, messieurs, que le gouvernement a le droit et le devoir de retenir les dépêches qu'il juge

de nature à troubler la sécurité publique; il est clair, en d'autres termes, qu'il est sage de l'opportunité de la publication des dépêches télégraphiques. Je dirai même que, dans certaines circonstances, il est bon qu'il puisse retarder la remise de certaines dépêches particulières, alors qu'il prévoit qu'il pourrait y avoir dans cette remise un danger public. Mais il est également du devoir d'un gouvernement de porter aussi rapidement que possible à la connaissance du public les dépêches qui n'ont aucun des inconvénients que je viens de signaler et dont, au contraire, la publication rapide peut présenter de grands avantages.

Le gouvernement a d'ailleurs le choix, dans ces circonstances, des moyens de publicité. Il n'a pas, comme le dit la note du Journal officiel, de communiquer ou de ne pas communiquer aux journaux; l'important est que la dépêche arrive à la connaissance du public, n'importe par quelle voie.

Or, si nous examinons bien les termes de la note, nous voyons que l'administration des télégraphes a régulièrement transmis les dépêches qu'elle a reçues et qu'elle les a expédiées sans le moindre retard, mais que le ministre des affaires étrangères a évidemment été, dans une certaine mesure, responsable du retard apporté à la publication de ces dépêches.

M. le duc Decazes, ministre des affaires étrangères. — Je demande la parole.

M. Antonin Proust. — Je pense que des explications très-amplies ont dû être fournies au conseil des ministres pour justifier les termes de la note du Journal officiel qui a paru à l'opinion publique, comme à un grand nombre de mes collègues, trop peu explicites.

Je prie donc M. le ministre de l'intérieur, ou l'un des membres du gouvernement, de vouloir bien adresser à cette tribune les explications qui ont dû être fournies au sein du conseil des ministres et qui doivent justifier les termes de la note du Journal officiel.

J'ajoute, pour terminer, que si j'ai adressé la présente question au gouvernement, c'est qu'il ne me paraît pas bon que le gouvernement républicain puisse être soupçonné de retarder la publication des dépêches sans motif et peut-être au préjudice d'intérêts très-considérables et très-respectables. (Approbation à droite et sur divers bancs à gauche.)

M. le duc Decazes, ministre des affaires étrangères. — Messieurs, notre honorable collègue, M. Antonin Proust, vient d'adresser à M. le ministre de l'intérieur une question générale à laquelle ce dernier s'empresse de répondre dans quelques instants. Mais M. le président du conseil a bien voulu me permettre de répondre à la partie de l'exposé qui vient de vous être fait et qui m'est plus directement personnelle, puisqu'elle atteste, ainsi que l'honorable orateur l'a reconnu, la responsabilité du ministère des affaires étrangères.

Quant à la note, dont lecture vous a été donnée, je ne me permettrai pas d'en parler; mon honorable collègue M. Jules Simon se charge de ce soin, et il s'en acquittera mieux que je ne pourrais le faire. Ce qu'il m'appartient de vous expliquer, c'est quelle est la somme de responsabilité qui peut incomber en ce moment, et à cette occasion, au département que j'ai l'honneur de diriger.

La situation est simple et nette. Le 5 février, à onze heures vingt minutes du soir, il est arrivé au bureau du chef du ministère des affaires étrangères une dépêche de Péra. Quoique les détails de cette nature ne soient pas toujours très-opportuns à donner, vous me permettez de vous dire que j'étais, à ce moment, chez M. le préfet de la Seine, et que, à ma rentrée au ministère, j'ai été averti par le bureau du chef qu'il était saisi d'un télégramme chiffré venu de Péra et qu'il en poursuivait la traduction. Cette traduction m'a été apportée vers deux heures du matin.

J'ai vu, en en prenant connaissance, que cette dépêche avait été expédiée de Péra à cinq heures vingt minutes du soir, qu'elle avait mis cinq ou six heures pour venir à Paris. Je reçois rarement des dépêches de Péra en moins de six heures; j'en reçois quelquefois dont l'expédition a pris quarante heures.

J'ai constaté aussi que cette dépêche, longue, détaillée, nourrie de faits, faisait un plus grand honneur au zèle et à l'intelligence de notre chargé d'affaires à Constantinople. Elle me prouvait, en effet, qu'il s'était justement préoccupé de s'éclaircir sur l'exactitude des faits qui lui avaient été signalés de la main et que, en outre, il s'était mis en mesure d'en recueillir tous les détails et d'en caractériser la nature et la portée.

C'est là ce que le ministre des affaires étrangères attend, espère, réclame de ses agents. Nous n'avons pas, en effet, besoin de recevoir d'ex de ces télégrammes à sensation, plus ou moins exacts, qui parviennent sans qu'on puisse en apprécier la portée, et qui sont contredits le lendemain ou atténués par les faits ultérieurs. Alors survient qu'elles ne comportent point pour nous des déterminations immédiates, nous estimons que l'envoi des nouvelles peut être utilement retardé si elles nous arrivent ainsi nourries de plus de détails et des faits qui éclaircissent nos appréciations. Nous ne désirons pas recevoir de ces nouvelles en l'air comme il se répand souvent de tant de sortes.

Je constate donc que, en cette occasion, notre agent a fait habilement et avec zèle tout son devoir. Quelques heures après, j'avais en l'honneur de lire au conseil des ministres la dépêche reçue dans la nuit. Il est dit que neuf heures du matin quand le conseil a pris connaissance de cette dépêche de Péra, qui nous annonçait la destitution du grand-voïvode.

A ce moment, mon devoir prenait une autre forme; je n'avais plus, après avoir donné connaissance au conseil des ministres, qu'à communiquer la nouvelle par voie télégraphique à tous ceux de nos agents de l'extérieur qui pourraient avoir quelque intérêt ou utilité à en être informés.

Quant à la communication à faire à l'intérieur, vous voudrez bien reconnaître que le ministre des affaires étrangères, à aucun degré, sous aucune forme, ne devait en prendre l'initiative. Le ministre des affaires étrangères n'est point chargé de faire des communications aux journaux; c'est le ministre de l'intérieur qui s'en occupe avec le zèle, l'intelligence et le dévouement qu'il sait mettre à tout ce qui touche à la chose publique. Quant à la communication à faire à la Bourse et aux agents de change, c'est au ministre des finances qu'appartient ce soin, quand il le juge utile et convenable.

Ma mission s'arrêtait donc là; je l'ai accomplie, et ni le ministre des affaires étrangères ni son agent à Constantinople n'ont manqué en rien à leurs devoirs professionnels.

Voilà l'explication que je voulais vous donner. Je passe maintenant la parole à mon honorable collègue. (Approbation sur plusieurs bancs.)

M. Jules Simon, président du conseil, ministre de l'intérieur. — Messieurs, je ne puis monter à la tribune que pour répéter la déclaration publiée au Journal officiel.

On avait dit avec insistance qu'il y avait des dissensions entre le ministre des affaires étrangères et le président du conseil. J'ai saisi avec empressement l'occasion de déclarer qu'il n'en était rien.

L'honorable M. Proust, dans la question qu'il m'a posée tout à l'heure en termes si mesurés et si convenables, a bien voulu rappeler qu'un des desiderata du gouvernement parlementaire était qu'il y ait, pour le moins, une unité de cabinet; j'y tiens pour le moins autant, et que la plus complète règle dans le cabinet, et que toutes nos décisions sont prises d'un commun accord et d'une manière complète d'opinion. (Approbation sur plusieurs bancs à gauche et au centre.)

J'ajoute que le reproche adressé par divers journaux au ministère des affaires étrangères, soit à l'administration des télégraphes, n'a pas le moindre fondement.

(à suivre.)

RUSSIE.

On écrit de Kischeneff, le 6 février, à un journal de Vienne :

« Je suis à même de vous donner quelques détails authentiques sur l'état de l'armée du Sud. Les régiments d'infanterie comptent 4048 hommes chacun, un régiment de cavalerie a 768 hommes, une batterie se compose de 306, une batterie montée de 356 hommes avec 8 pièces chacune. Un corps d'armée se compose de 3 divisions d'infanterie de 4 régiments chacune, d'une division de cavalerie de 3 régiments, en tout de 53,478 hommes. Les 6 corps mobilisés jusqu'ici et qui composent l'armée du Sud forment donc un effectif de 320,868 hommes. Les troupes irrégulières, cosaques, etc., ne sont pas comprises dans ce chiffre. Il y a, en outre, quelques milliers de sapeurs et de pontonniers en route à destination de Kischeneff. L'infanterie du Carlos de Bourbon, qui séjourne depuis quelques jours ici, a été reçue avec des honneurs exceptionnels. On s'attend à l'arrivée du Czar pour le fin de ce mois. Sa Majesté descendra, dans ce cas, à l'hôtel du Métropolitain. Le chef de l'état-major général, M. de Nepokojevsky, a déjà préparé le programme d'une grande revue.

On raconte que le gouvernement russe aurait l'intention d'adresser prochainement un appel à la population et particulièrement aux couvents en vue d'offrandes patriotiques.

Je vous donne ci-après sur les couvents russes quelques détails qui ne sont pas sans offrir quelque intérêt. Il y a, en Russie, 542 couvents, parmi lesquels 145 pour femmes. Le nombre des moines est de 4,678; celui des religieuses de 3,061. Ces couvents hébergent, en outre, 4,212 laïcs et 12,000 personnes qui, par dévotion, s'y sont retirées. La fortune des couvents est colossale. »

BOURSE.

COURS DES FONDS.

GALATA, le 20 février 1877.	
Ouv. du n. C. p. del. P.	13 6
Hausse.....	13 8
Baisse.....	13 4
Clôt. du mid.....	13 4
Clôt. du soir.....	13 7
Après Bourse.....	—

Actions S. G. n. comp. det. L. S.	35
» de la Société de change et de valeurs.....	2 8
» de la Banque de Const.....	3 10
» du Crédit Austro-Turque.....	—
» du Crédit Général.....	L. T. 3

Tramway.....	4 50
Société Commerciale Ottomane.....	—
Laurium, comp. détaché.....	Fr. 67
Crédit Hellénique (escompte).....	114
Obligations des Chemins de fer.....	35 1/4
1863.....	75
1865.....	75
1869.....	67
1872.....	22
1873.....	65

COURS DES MONNAIES.

(Contre Livre Turque à 100 Piastres.)	
Livre anglaise.....	P. 409 35
Pièce de 20 francs.....	87 25
Imperial russe.....	88
Ducat (Grèce).....	51 25
Médjidi blanc (différence).....	404 10
Médjidi (différence).....	414 20
Médjidi (différence).....	412 20
En papier monnaie.....	151
Cuivre.....	417

MOUVEMENT DU PORT.

Revue quotidienne des arrivées et départs des bateaux à vapeur et bâtiments à voiles.

ARRIVÉES DES VAPEURS DE LA MER BLANCHE.
Constantinople, le 17 février 1877

De Trieste autrichien Jupiter cap. Crilovich marchandises et passagers agent Lloyd.
De Dunderland anglais Bicouac cap. Campbell charbon pour Odessa agent Rowell.
De Cardiff anglais Trion cap. Russell charbon pour Odessa agent Rowell.
De Newcastle anglais anglais Rowena cap. Slacey charbon pour Odessa.

Le 18 février
De Marseille anglais Paladine cap. Calloch marchandises pour Pori agent Theodoroff.
De New-Haver anglais Lotus cap. Nates munitions pour Consple agent Azarian.
De Liverpool anglais Lancia cap. Earl marchandises et passagers agent B. Popp.

Le 19 février
De Liverpool anglais Assyrian cap. Craft marchandises et passagers agent Lafontaine.
De Newcastle anglais Janis cap. Inch charbon pour Odessa agent Ridley.
De Newcastle anglais L. Pennoc cap. Barnard charbon pour Odessa agent Head.

De Hartlepool anglais Dora cap. Stamlund charbon pour Odessa agent Hanson.
De Cardiff anglais A. Anstey cap. Beard, charbon pour Consple agent Ridley.
De Newcastle anglais Bramhaugh cap. Anderson charbon pour Consple.

De Marseille français Donny cap. Butler marchandises et passagers agence Magagerie Maritimes.
De Jaffa autrichien Sphinx cap. Zurich marchandises et passagers agence Lloyd.
De Hartlepool anglais Cornelia cap. Petersen charbon pour Consple agence Hanscn.

DÉPARTS DES VAPEURS
Pour Trieste autrichien Testa cap. Calvi marchandises et passagers.
Pour Marseille français Cypris cap. Laül marchandises et passagers.
Pour Kustendjé hellène Chrissoceloni cap. Theofilatos lest.

Pour Sebastopol anglais Etna cap. Care.
Pour Batoum russe Vesta cap. Giorgevieh marchandises et passagers.
du 18 et 19 février

Pour Marseille italien Felloro cap. Diliberto marchandises et passagers de Kustendjé.
Pour Odessa russe Eborus cap. Gavriluk marchandises et passagers.
Pour Soula anglais Westco cap. Warde lest.

ARRIVÉES DES VOILIERS
De Livourne italien Perseceranza cap. Longobardo marbres ton. 342.
De Barcelone hellène Calipso cap. Arvanitis lest pour Ibrahim ton. 323.
du 18 et 19 février

De Cète hellène A. Haralambos cap. Ghulandris charbon pour Consple ton. 223.
De Syra hellène Daei cap. Hoias lest ton. 304.
De Cète hellène Kimon cap. Mamis charbon pour Consple ton. 221.

DÉPARTS DES VOILIERS
Pour Ibraïa hellène A. Theodoros cap. Ghaletas fruits de Messine.
Pour Ibraïa hellène Socratis cap. Stéfopoulis lest.
du 18 et 19 février

Pour Castellamare hellène Athina cap. Migliaracci crasse de Consple.

Directeur-Gérant N. BORDEANO.

ANNONCES.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

AVIS.

Lundi 14 février (v.s.) aura lieu l'adjudication définitive de 4000 pièces de toile d'Amérique de 11 livres déjà soumissionnée à 58 piastres 38 paras et de 6000 pièces de toile d'Amérique de 12 livres également soumissionnée à 68 piastres 38 paras la pièce.

Les 5000 pièces de cette toile seront livrées sans délai, et le reste par des lots mensuels de 5000 pièces.

Le montant en sera payé à la présentation du reçu par le Trésor du Nizamî au comptant et en médjidi d'argent, au prix de 20 piastres ou en caïmé avec l'agio du jour.

Les personnes qui voudraient prendre part à cette adjudication sont invitées à se rendre au Dari-Choura le jour sus-indiqué.

Séraskérat, le 19 février 1877.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

AVIS.

Mercredi 9 février (v. s.) aura lieu l'adjudication définitive de mille pièces de toile d'Amérique déjà soumissionnée à 35 piastres la pièce.

La livraison de cette marchandise devra être faite sans délai et le montant en sera payé à la présentation du reçu par le Trésor du Nizamî au comptant et en médjidi d'argent au prix de 20 piastres ou en caïmé avec l'agio du jour.

Les personnes qui voudraient concourir à cette adjudication sont invitées à se présenter au Dari-Choura le jour sus-indiqué.

Séraskérat, le 17 février 1877.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

AVIS.

Lundi, 14 février (v.s.) aura lieu l'adjudication définitive de 20,000 ocques d'huile d'olive déjà soumissionnée à 5 piastres 10 paras l'ocque.

La quantité totale de cet article devra être livrée dans une quinzaine de jours et le montant en sera payé, à la présentation du reçu, par le trésor du nizamî au comptant et en médjidi d'argent au prix de 20 piastres ou en caïmé avec l'agio du jour.

Les personnes qui voudraient concourir à cette adjudication sont invitées à se présenter au Dari-Choura le jour sus-indiqué.

Séraskérat, le 19 février 1877.

POSTES INTERNATIONALES OTTOMANES

AVIS AU PUBLIC.

La Direction prévient le public que 30 lettres provenant de l'île de Syphnos (Grèce) à destination de Constantinople, et saisies par la Douane impériale comme faisant partie d'un transport frauduleux de correspondances, se trouvent déposées au Bureau Central de Galata d'où elles pourront être retirées par les destinataires contre paiement des taxes dues.

La Direction prévient en outre le public qu'une partie des correspondances saisies précédemment et provenant des îles de Tinos et de Syra (Grèce) n'ont point été encore retirées par leurs destinataires et sont déposées au même Bureau.

La Direction a l'honneur d'informer le public que la taxe réduite des journaux de 10 paras par 50 grammes ou fraction de 50 grammes s'applique également aux imprimés, papiers d'affaires et échantillons.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

CONTRIBUTIONS INDIRECTES.

AVIS.

25 rames de papier à lettres (Takri Eriik)
30 » » anglais
30 » » Elch
50 » » Pavia
400 » » couleur pistach
400 » » Or Fistique
50 paquets de cire à cacheter
50 paquets de bougies.

BULLETIN COMMERCIAL HEBDOMADAIRE DE «LA TURQUIE»

ARTICLES D'IMPORTATION

ARTICLES.	POIDS OU MESURES	PRIX de P. à P.	L. T.	ARTICLES	POIDS OU MESURES	PRIX de P. à P.	L. T.
Denrées Coloniales.				Farines			
Cafés Rio, 1re qualité...	100 ocq.	1300-1350	100	Irka d'Asof L. 58/60...	kilo	27-30	100
» 2e »	»	1210-1280	»	» da Danube 58/60...	»	21-29	»
» 3e »	»	1120-1200	»	B16 dur Balchuk, Kustendje L. 56/59...	»	22-25	»
Divers bon goût...	ocque	18-17	104	» » Rodosto, Andrinople 60/61...	»	21-26 1/2	»
Sucre pilé de Hollande et de Trieste...	quintal	244-256	103	» » de Roumelie 53/58...	»	21-23	»
» de France extra...	»	260-270	»	Mais du Danube...	»	12-13	100
» en pain de 5 kil. ...	»	270-280	100	» de Poti Ordu...	»	12-13	100
» » et 2 1/2 »	»	280-290	100	» de Roumelie...	»	16-17	140
Polvre, 1re et 2me qualité...	ocque	7-7 1/4	100	Orge du Danube 43/45 (consommation)...	»	16-17	100
Clous de girofle...	»	95-98	100	» de Roumelie...	»	14-15	»
Broches...	quintal	180-240	100	» de Roumelie...	»	14-15	»
Indigo de Bengale, qualité div. ...	ocque	110-135	»	Seigle...	»	»	»
» de Madras...	»	45-75	»	Charbons de terre			
Cochonille...	»	34-40	104	New-Castle, du navire...	la tonne	30-31	Sh.
Pétrole d'Amerique...	caisse	80-82	100	» du magasin...	»	32-33	»
Bougies steariques de 8 à 10 kil. ...	»	68-75	»	Cardiff du navire...	»	30-31	»
» de 11 kil. ...	»	105-119	»	» du magasin...	»	31-33	»
» de 12 kil. ...	»	115-120	»	Liverpool du navire...	»	30-31	»
Vitres assorties...	ocque	20-21	Fr.	» du magasin...	»	32-33	»
The Congo...	»	22-28	105	Hull du navire...	»	30-31	»
Pekoe et en a...	»	60-150	»	» du magasin...	»	32-33	»
Amidon français...	»	6-6 1/4	140	Manufactures			
» anglais...	caisse	105-260	100	Mahouti T. de 5-9 livres...	la livre	7 1/4-7 3/4	105
Riz de Gènes...	100 k.	43-44	Fr.	» mexican 5-9...	»	7 1/2-7 3/4	»
» des Indes...	»	170-175	»	» long clothes 3-7 1/2...	»	7 1/2-7 3/4	»
» d'Egypte...	1 ocque	81 1/2-84	140	» » 8-12...	»	7-7 1/4	»
Esprit de vin français et russe...	1 L. T.	1 L. T.	105	Cotonn. Bles Extra N° 4, 6-6 3/8-C/14...	»	48-50	»
Rhum anglais et d'Amerique...	gal.	8-10	»	» » Water...	»	45-50	»
» de Trieste...	»	12-13	»	» Extra 16/24...	»	5-6	»
Beurre de Suède...	ocque	11-11 1/4	105	» » Water...	»	»	»
» de Roumelie...	»	9-10	108	Articles d'exportation			
Suif de Russie en barils...	»	63-64	105	Divers			
» de Roumelie en outres...	»	8-9	140	Cotons Adana, Tarsous...	l'ocque	7 1/2-8	100
Kaviar noir 1re qualité...	»	42-43	120	» Balakesser, Ghivé, Malos...	»	7 1/2-8	»
» rouge...	»	21 1/2-6 1/2	»	Laines lavées de Roumelie...	»	11-12	»
				» d'Anatolie...	»	7 1/2-8	»
				» en saint Eski-Choir...	»	6-6 1/2	»
				» » Yegat, Angora, etc...	»	18-23	»
				» Cassaphachi...	»	38-39	»
				» de chèvres (tiffes) Angora...	»	37-40	100
				» » qualité...	»	38-39	»
				» Beyhazar, Castan...	»	18-23	»
				» Van, etc...	»	18-23	»
				Peaux de montons secs...	8-10	1 L. T.	»
				» de chèvres...	7-11	»	»
				» l'agneau...	140	»	»
				Soie de Brousse...	l'ocque	450-500	100
				» Paphra, Ghivé et Balakesser...	»	140-190	»
				» Perse, Ilatur...	»	45-50	Fr.
				» Bouhar, Jorassan...	»	50-55	»
				Coccons secs Brousse, Syrie, etc...	»	135-140	140
				» perçés...	»	75-80	»
				Cire jaune d'Anatolie...	»	21-22 1/2	110
				Graines jaunes Casarée Angora...	»	7-7 1/2	100
				» Isiklip Tokat...	»	36-40	»
				Gomme Adragante bonne qual...	»	6-5 1/2	160
				Chanvre d'Anatolie...	»	2 1/2-2 3/4	100
				Graines de chanvre...	»	270-275	»
				Opium première qualité, Malatya...	»	250-360	»
				» Balak, Ghivé etc...	le kilo	»	120
				Graines de lin...	l'ocque	4 1/4-4 1/2	»
				(1) Sésames...	»	5-6	»
				Anis de Chio...	»	3-4	»
				» de Roumelie...	»	5-6	»
				» d'Anatolie...	»	3-4	»
				Cumin...	»	5-5 1/2	»

ARTICLES D'EXPORTATION

ARTICLES.	POIDS OU MESURES	PRIX de P. à P.	L. T.	ARTICLES.	POIDS OU MESURES	PRIX de P. à P.	L. T.
Divers				Légumes secs			
Hulle de Mételin et Adramyth...	l'ocque	5 1/8-5 3/4	»	Pois verts d'Odessa...	l'ocque	3-	100
» de Crète...	»	5 1/8-	»	» Haricots du Danube et de Trébizonde...	100 ocq.	180-240	»
» Mandana...	»	5 3/4-	»	» pois-chiches...	l'ocque	2-2 1/4	»
» Chio...	»	5 3/4-	»	Fèves de Cassaba et Chio...	»	1 1/2-2	»
» Grèce et Volo...	»	5 3/8-5 5/8	»	» de Panderna...	»	65-70	»
» de Candie...	»	4 1/2-	»	Fruits secs			
» de Rétymno...	»	4 1/2-	»	Amandes de Chio...	l'ocq. p.	7-12	160
» de Mételin et d'Adramyth par...	»	4 1/2-	»	Noisettes de Trébizonde...	le quint.	100-120	»
» qualités inférieures...	»	2 1/2-3	»	Noix d'Anatolie...	le quint.	3-	»
				Figues de Calamata...	le quint.	130-	»
				» de Smyrne...	»	150-200	»
				Raisin noir de Thesmé...	»	110-115	»
				» Phokos...	»	108-112	»
				» rouge élémés...	l'ocque	5-7	»

OBSERVATIONS

GALATA, le 20 Février 1877.

La dernière semaine commerciale a été presque nulle en affaires et la dépréciation des marchandises gagne, de jour en jour, du terrain. Le marché aux blés continue de témoigner la même faiblesse qui s'accroît à mesure que nous avançons vers le printemps. Aucune affaire n'a été traitée pendant ces derniers jours, et tout porte à croire que les prix, déjà assez réduits, subiront une baisse sensible, à moins que les nouvelles d'Europe ne viennent donner quelque encouragement. Le stock comprend les quantités suivantes : Blés tendres 450,000 kilés ; blés durs 30,000. Les autres grains conservent la même attitude de faiblesse avec peu ou point d'affaires.

Les farines ont subi une dépréciation, beaucoup plus sensible que les blés, les qualités d'Odessa ayant baissé aux environs de p. 420-435 suivant qu'il s'agit de celles de l'industrie indigène ou d'un livre turque par sac.

Denrées coloniales. La baisse continue de faire des progrès sensibles sur la plupart des marchandises d'importation, et principalement sur les pétroles, les bougies et les métaux divers. La baisse des pétroles a été plus accentuée cette semaine et l'on croit qu'elle ne s'arrêtera pas en si bon chemin ; on cote actuellement à 80 p. la caisse. Les sucrés restent stationnaires avec peu d'affaires. Les cafés sont calmes et avec tendance faible. Les bougies steariques sont cédées à moins de p. 8 1/2 le kilogramme.

Charbons de terre. Le ministère de l'artillerie vient d'acheter par adjudication publique 10,000 tonnes de charbon de terre Newcastle au prix de schell. 30 par tonne, les droits de douane à la charge de l'acheteur.

COMPAGNIES ANONYMES D'ASSURANCES MARITIMES FRANÇAISES

LE COMPTOIR MARITIME

CAPITAL SOCIAL :
TROIS MILLIONS DE FRANCS

LA PRÉVOYANCE

CAPITAL SOCIAL :
DEUX MILLIONS DE FRANCS

LA MÉLUSINE

CAPITAL SOCIAL :
DEUX MILLIONS DE FRANCS

LA SÉCURITÉ

CAPITAL SOCIAL :
UN MILLION CINQ CENT MILLE FR.

AGENCE DE CONSTANTINOPLE

Les quatre Compagnies qui ont chacune leur siège distinct à Paris où elles jouissent de la plus grande confiance par l'importance des capitaux dont elles disposent et par la régularité de leurs opérations, ont établi une agence à Constantinople pour souscrire collectivement sur cette place des contrats d'assurance pour risques maritimes et de navigation intérieure et pour risques de transport par terre.

La création de cette agence procure ainsi aux commerçants, baquiers et armateurs, le moyen de faire couvrir à Constantinople même, par des compagnies de premier ordre, réunies en une seule agence, des assurances que leur importance les obligeait le plus souvent à ordonner au dehors, afin de ne point diviser ces assurances entre plusieurs agents de compagnies, opérant séparément, et éviter les difficultés auxquelles pouvait donner lieu le règlement des indemnités à réclamer à chacun de ces agents en cas de sinistres ou d'avaries.

M. IGNACE ALBINI a été nommé agent des dites compagnies suivant procuration reçue par M. Emile Alexandre Baudrier et son collègue, notaires à Paris, et déposée au Consulat de France.

Pour plus amples renseignements s'adresser au siège de l'agence à Moumhané Cité Française, au dessus de la Compagnie FRAISSINET.



SERVIZIO POSTALE

DE LA COMPAGNIA ITALIANA

DI NAVIGAZIONE A VAPORE

LA TRINACRIA

ARRIVO IN COSTANTINOPOLI

Da Odessa... ogni Lunedì
Da Marsiglia ecc... Domenica

PARTENZA DA COSTANTINOPOLI

Per Odessa... ogni Lunedì sera a ore 3
Per la linea di Marsiglia... Martedì » » » 4

ITINERARIO.

Odessa, Costantinopoli, Dardaneli, Smirne a Salonico (1) Pireo, Messina, Palermo, Napoli, Livorno, Genova e Marsiglia.

Tanto alla venuta quanto al ritorno, coincidenza e transito al Pireo di merci, passeggeri e posta coi vapori della Compagnia che fanno la linea di Trieste, Venezia, Brindisi e Corfu.

La compagnia s'incarica di qualunque spedizione di merci per ogni parte della Germania.

I viaggi da Odessa a Marsiglia e vice-versa avranno luogo senza transito.

Per informazioni, etc. dirigetevi all'Agencia principale, sita a Moumhané, Cité Française N° 63, precisamente nel locale che era occupato da Lloyd Austro-Ungarico, ovvero a quella succursale sita in Stambul Baktché-Capou, Cheliam han. N° 3.

(1) Una settimana Suirre, altra Salonico.

FEUTRE POUR TOITURE

de Anderson et Son

Ce feutre, employé avec succès par les compagnies de chemins de fer, de mines de houille, et un grand nombre d'industriels, en France et en Angleterre, procure une toiture ininflammable par dessus, légère et de longue durée. Les toitures en feutre ANDERSON et SON existent depuis 25 à 30 ans.

Feutre pour doublage de navires, pour enveloppe de tuyaux et chaudières.

Agence et dépositaires,
L. et A. BERTIN FRÈRES.
Cité Française.

TRANSFERT DE MAGASIN

Monsieur G. BAKER a l'honneur de prévenir sa nombreuse clientèle qu'il a transféré le dépôt de ses marchandises du Koulé-Kapou au nouveau et spacieux local qu'il a fait construire.

GRAND'RUE 500 PRÈS DU TUNNEL.

PAQUEBOTS-POSTE «KHÉDIVIÉ» MER MÉDITERRANÉE.

Service entre Constantinople et Alexandrie

Départ : Mercredi 21 Février à 3 h. 1/2 p.m. touchant Gallipoli, Dardanelles, Mételin, Smyrne, Chio, Syra et Pirée.

Vapeur : Chibbin, Capitaine Mercet.

TYPOGRAPHIE ET LITHOGRAPHIE CENTRALES.

SUBLIME PORTE

MINISTÈRE DES AFF. ÉTRANGÈRES.

BUREAU DE LA PRESSE.

AVIS.

Il a été perdu le Bérat d'un Schim (n°1904) portant un intérêt annuel de 612 1/2 piastres et appartenant à Chérif Aïob Sadica hanoum, épouse de Vahdet effendi, employé au bureau Nihan Humayoun de la Sublime Porte et fille de Mehmed Saadedin effendi, uléma, domicilié à Dénir Capou à Constantinople. Si dans l'espace d'un an à partir de la date du présent avis, ce Bérat n'était pas retrouvé et remis au propriétaire, un nouveau Bérat sera délivré à la susdite Sadica hanoum avec les intérêts accumulés et l'ancien Bérat n'aura aucune valeur.

Constantinople, le 22/10 février 1877.

Par ce

TEMPS DE CRISE ET DE STAGNATION DES AFFAIRES.

Un des remèdes infallibles pour les combattre est bien certainement.

L'INSERTION DANS LES JOURNAUX BIEN EMPLOYÉE ÉCONOMIQUEMENT.

C'est en raison de cette thèse et de notre longue expérience dans cette matière, que nous nous permettons d'attirer tout spécialement l'attention du public sur notre annonce, et de l'inviter de s'adresser à nous en toute confiance.

Nous sommes toujours consciencieusement occupés de garantir le succès de chaque insertion, en choisissant de préférence ceux du nombre des journaux dont notre clientèle peut attester les nombreux résultats.

Dans les circonstances d'économie actuelles, on tout continue doit être bien employé, et qu'on est forcé d'opposer quelques sacrifices pour s'assurer tant soit peu le succès, nous croyons agir dans l'intérêt du public en leur recommandant notre agence.

ROTTIER & Co.

Bureau d'annonces pour tous les journaux du monde. Agence Générale de la Typographie et de la Lithographie de Constantinople.

Vienne Stadt, Riemergasse 43.

COMPAGNIE RUSSE

DE NAVIGATION A VAPEUR

DE COMMERCE & DU CHEMIN DE FER D'ODESSA

Pour ODESSA. — Les lundis et les jeudis ; arrivée à Odessa les mercredis et les samedis matin arrivés d'Odessa à Constantinople les lundis et les jeudis.

D'ODESSA correspondances par bateau à vapeur avec tous les ports russes de la mer Noire et d'Asof, avec Kherson et Nicolaïeff et par chemin de fer deux fois par jour avec tous les chemins de fer russes de l'Europe.

DURÉE DU TRAJET DE CONSTANTINOPLE :

à Petersburg... 104 heures
à Moscou... 4 1/2 jours
à Vienne... 98 h. 55 m.

Le train de Vienne pour Paris part 1 h. 25 m. après l'arrivée du train d'Odessa, et le train pour Odessa 2 h. 45 m. après l'arrivée du train de Paris.

Pour éviter aux passagers l'embarquement à Odessa, du trajet du bateau au chemin de fer, la Compagnie a établi un service spécial entre le débarcadere des bateaux et la gare de Koulikovo du chemin de fer, les trains partent du port pour la gare de Koulikovo à 8 heures 15 m. du matin et à 7 h. 45 m. du soir. Et pour les voyageurs arrivant par le chemin de fer de la gare de Koulikovo au port à 10 h. 45 m. du matin.

Les voyageurs peuvent profiter de ce service pour eux et pour leurs bagages sans payer surtaxe.

Pour PORT. — Services hebdomadaires, départ de Constantinople les dimanches matin. Escala à Ineboli, Samson, Kérassounda, Ordon, Trébizonde et Batoum. Service spécial entre Batoum et Port d'Arrivée à Constantinople les vendredis.

Pour BOMBAY, touchant à Port-Said et Djeddah, chaque quatrième Samedi à partir du 18/30 Oct. Pour ALEXANDRIE. — Les samedis de tous les 15 jours. Escala aux Dardanelles, à Smyrne, Chio, Rhodes, Mersine, Alexandrette, Lattaquié, Tripoli, Beyrouth, Saint-Jean d'Acre, Jaffa et Port-Said. Arrivée à Constantinople les dimanches matin.

Départs fréquents pour Marseille, le Havre, Anvers, Londres, les Indes et la Chine.

Le bureau des Postes de l'Agence reçoit les lettres simples et chargées, envois d'argent et envois des bandes pour toute la Russie et la Caucase, les lettres simples et envois sous bandes pour toute l'Europe voie d'Odessa.

LA ROMANIA

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'ASSURANCES ÉTABLIE À BUCHAREST

Contre l'Incendie, la Grêle, les Sinistres Maritimes et sur la Vie.

Agent général à Constantinople, ALFRED DE CASTRO, avocat.
27, rue Yéni-Djami, Galata, en face la station du Tunnel.

NOUVELLE

COMPAGNIE MARSEILLAISE

DE NAVIGATION A VAPEUR

A. et L. FRAISSINET et Cie.

SERVICE HEBDOMADAIRE

ENTRE MARSEILLE ET CONSTANTINOPLE

Départs le Marseille chaque jeudi

Départs de Constantinople chaque SAMEDI, à 4 h. du soir, en touchant à Rodosto, Gallipoli, Dardanelles, Salonique, Volo, Pirée et Naples.

Transbordement à Naples, sur les bateaux de la Compagnie, pour Civita-Vecchia, Livourne et Gènes, maison de transit A. et L. FRAISSINET et Cie. pour la France et l'étranger.

Pour plus amples informations s'adresser à l'Agence (Cité Française et à M. D. Courtiell, contre de la Compagnie, à Carakouy.

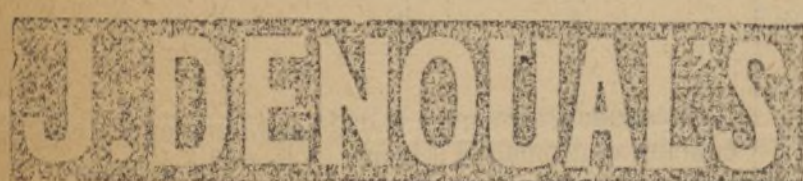
ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE

L'HELVÉTIA

COMPAGNIE SUISSE D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE A S. GALL.

Assurances sur maisons, mobiliers, magasins et marchandises à des primes très modérées. Prompt et libéral règlement des indemnités par le soussigné.

L'agent général, fondé de pouvoirs Galetta, Karakouy N° 13. En face de la Bourse, à côté de Kaviar-Han.



CAPSULES MÉDICINALES.

Supérieures pour le traitement des MALADIES SECRÈTES

Les capsules de Mixture Péruvienne de Denoual sont le meilleur remède connu et très supérieur au Baume de Copahu. (GUÉRISON CERTAINE ET RAPIDE). Elles se vendent en boîtes octogones. Capsules d'huile de ricin, d'huile de foie de Morue, de trépanthine, de goudron, de charbon, d'huile de foie de morue, de noix, d'huile de sésame, etc.

Les capsules sont renommées par leur pureté et garanties sans goût, odeur ni mélange.

INJECTION de Denoual gérissant entièrement en deux jours après avoir pris ses capsules.

J. DENOVAL, 4 NEW CROSS ROAD, LONDON, S. E.

Dépôt à Constantinople à la Pharmacie et DROGUERIE CENTRALE, 16, 18, 20, Rue Yéni-Djami

Se vendent dans toutes les bonnes pharmacies.